

Service vétérinaire – Environnement  
10 Boulevard Gaston Doumergue  
BP 76315  
Cedex 2  
44036 NANTES

NANTES, le 25/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ALVA**

3 BIS RUE DES CHEVALIERS  
44400 Rezé

Références : 2023-02055  
Code AIOT : 0006311006

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement ALVA implanté LA GRAND'LANDE 44520 Issé. L'inspection a été annoncée le 30/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'arrêté préfectoral du 16 novembre 2017 encadre l'autorisation d'exploiter des ateliers de traitement de sous-produits animaux délivrée aux sociétés SARVAL Ouest et ALVA sur le territoire de la commune d'Issé, relevant de la nomenclature des installations classées dont les activités sont connexes.

Le fonctionnement de ces deux établissements comprend 4 lignes de fabrication. La transformation de cadavres n'est pas présente sur le site.

Les locaux industriels de SARVAL-OUEST sont destinés à la production de farine animales en provenance des sous-produits suivants : plumes, sang, et viande sur 3 lignes de fabrication distinctes.

L'activité de ALVA est uniquement consacrée à la fonte de graisses animales (porcs et bovins).

Une station d'épuration des rejets industriels canalisés en provenance de plusieurs établissements (ALVA, GELTRANT et VALDIS) est actuellement en fonctionnement. Cet équipement est mis en œuvre par SARVAL-OUEST.

Les installations d'ALVA présentes sur le site sont destinées à la production de matières grasses animales destinées pour partie destinées vers une alimentation humaine (38%) et l'alimentation animale (20%).

Le reste des déchets traités sont orientés vers filières industrielles de l'industrie oléochimique (42%).

Compte tenu de la spécificité des déchets (sous-produits animaux uniquement), les établissements SARVAL-OUEST, ALVA et VALDIS appartenant au groupe SARIA ont fait l'objet d'un renforcement des prescriptions sur la base de l'activité d'équarrissage suite à la publication de l'arrêté préfectoral du 3/10/2020. (mise en plan d'un programme de suivi des gênes olfactives auprès des riverains).

La définition d'un observatoire de suivi des odeurs a conduit à la formation d'un jury de personnes volontaires (riverains et exploitants) afin d'analyser dans la durée, sur des méthodes prédéfinies, l'origine et les causes des nuisances générées selon ces établissements.

Ce programme d'une durée de deux années doit aboutir sur la transmission d'une nouvelle étude de dispersion actualisant et caractérisant l'évolution du fonctionnement de ces trois établissements suite à un retour partagé de terrain et la mise en place de solutions destinées à l'amélioration du fonctionnement de ces établissements.

Face à la recrudescence de nouvelles plaintes durant la période estivale 2023, l'inspection des installations classées de la DDPP de Loire Atlantique a conduit le 7 juillet 2023 à l'inspection commune de chacun des établissements présents sur la zone industrielle.

Cette inspection a permis de vérifier, en présence des exploitants, la pertinence des moyens d'autosurveillance mis en œuvre et notamment :

- le suivi du programme d'autosurveillance des émissions gazeuses ;
- le suivi des gênes olfactives attendu par les installations classées suite à la mise en place d'un observatoire de suivi des odeurs commun avec les riverains depuis 2020 et le bilan de l'opération réalisée ;
- la cohérence des données de l'étude de dispersion des odeurs transmis le 11/05/2023 par les exploitants, commune au fonctionnement des 3 établissements SARVAL-OUEST, ALVA et VALDIS ;
- la mise en place des actions correctives proposées par l'exploitant (7 mars 2023 suite à l'inspection du 27/10/2022 et 11/05/2023).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALVA
- LA GRAND'LANDE 44520 Issé
- Code AIOT : 0006311006
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation en fonctionnement

Absence de chargement / déchargement de camions lors de l'inspection

Inspection cible sur la thématique de la gestion des odeurs

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi des nuisances odorantes, suivi du fonctionnement du dispositif de traitement d'air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	ODEURS	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	ODEURS	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
5	Observatoire des odeurs	AP Complémentaire du 03/12/2020, article article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	ODEURS	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 9.1.1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	AUTORISATION IED	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 1.4.1	/	Sans objet
2	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Recrudescence des plaintes en quantité importante durant la période estivale 2023 (fin juin).  
Étude en compte et analyse des résultats présentés par l'étude de dispersion des odeurs commune au fonctionnement des 3 établissements présents sur le site d'ISSE.

Plan d'action en cours suite aux constatations réalisées par la mise en place d'un lavage d'air (acide sulfurique).

Nécessité de procéder à de nouvelles mesures d'odeurs justifier l'efficacité du nouveau dispositif sur les rejets gazeux (bilan d'efficacité du système de traitement d'air renforcé). Ces résultats devront être confirmés par la mise à jour de l'étude de dispersion des odeurs commune aux trois établissements

**2-4) Fiches de constats**  
**N° 1 : AUTORISATION IED**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au regard des capacités autorisées à la rubrique n° 3642 de la nomenclature désignée comme rubrique principale, l'installation relève de la section 8 (relative aux installations visées à l'annexe I de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles) du chapitre 5 du titre I du livre V du code de l'environnement. Dans l'attente de la publication des conclusions relatives sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale n° 3642, les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies par le BREF SA (Abattoirs et équarrissage) servent de référence aux prescriptions de la présente autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b> Le fonctionnement des deux établissements SARVAL-QUEST et ALVA est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16/11/2017 qui concerne l'exploitation d'ateliers de traitement de sous-produits animaux sur le même site autorisé.</p> <p>Ces deux établissements relèvent des dispositions relatives aux installations visées à l'annexe I de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, du chapitre 5 du titre I du livre V du code de l'environnement. La rubrique n° 3650 de la nomenclature désignée comme rubrique principale d'ALVA.</p> <p>Compte tenu de la spécificité des sous-produits intégrant le process, les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies par le BREF SA (Abattoirs et équarrissage) servent de référence aux prescriptions de la présente autorisation.</p> <p>Un réexamen applicable pour ces activités devra être transmis dès la publication des conclusions du BREF SA, ce dernier étant toujours en attente de publication.</p> <p>Suite aux modifications apportées sur le laveur d'air, un dossier de porter à connaissance devra permettre d'actualiser le fonctionnement de laveur d'air, la conduite de l'autosurveillance de cet équipement et l'actualisation du stockage des produits dangereux sur le site: rubrique 4510 (stockage d'acide sulfurique).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Gaz odorants chauds
<b>Constats :</b> Présence de 3 équipements de traitement de l'air sur site. Un seul équipement relève du fonctionnement direct d'ALVA. Au cours de l'inspection il est constaté la modification des paramètres de fonctionnement du laveur d'air (passage au lavage de l'air du bain à l'eau par une solution d'acide sulfurique). Traitement secondaire : substrat du biofiltre (180m <sup>2</sup> ) est remplacé depuis le 25/04/2022 (29330m <sup>3</sup> /h), la hauteur d'émission de la source : 1,5m.  Les prélèvements et les mesures concentration exprimés en UOE/m <sup>3</sup> sont réalisés conformément aux dispositions de la norme EN 13725. Les analyses olfactométriques des échantillons sont conduites selon les critères de la norme NF EN 13725 par un jury de personnes sélectionnées comme un échantillon représentatif d'une population.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : ODEURS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gaz odorants chauds
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les gaz de cuisson et des gaz des ateliers doivent être collectés par des hottes ou des capotages au niveau des points d'émission et en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>• postes de chargement des équipements assurant le traitement par déshydratation, hydrolyseurs, etc...</li><li>• égouttage ;</li><li>• capacités tampons entre deux postes de travail ;</li><li>• vis de transfert ;</li><li>• installation de pressage, tamisage ;</li><li>• broyage.</li></ul> Les effluents gazeux ainsi collectés sont dirigés par des circuits réalisés dans des matériaux anticorrosion vers des installations de prétraitement et de traitement.
<b>Constats :</b> Les locaux de l'usine sont équipés de systèmes captation des gaz canalisés vers un laveur d'air et un biofiltre en provenance des équipements du fondoir (process).  Présence d'ouvertures au niveau du passage des canalisations vers l'extérieur depuis les locaux de production, localisation de possibles zones d'émissions d'odeurs diffuses non canalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : ODEURS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gaz odorants froids
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            La dispersion des odeurs dans l'air ambiant des locaux de réception et de stockage de la matière première doit être limitée le plus possible :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en réduisant la durée de stockage avant traitement ;</li> <li>• en assurant la fermeture des bâtiments de réception, de stockage des sous-produits d'origine animale ;</li> <li>• en évitant les dégagements d'odeurs provenant notamment des broyeurs et des vis de transfert par la mise en place de hottes ou de capots ;</li> <li>• en effectuant un nettoyage et une désinfection appropriés des locaux.</li> </ul> <p>Tous les gaz odorants froids provenant des matières premières des installations de réception, de dépouille le cas échéant et de broyage sont collectés et dirigés vers une installation de traitement.</p> <p><b>Constats :</b> Les locaux de l'usine sont équipés de systèmes captation des gaz canalisés vers un laveur d'air et un biofiltre en provenance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des gaz incondensables;</li> <li>- de l'air ambiant du bâtiment.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

#### N° 5 : Observatoire des odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/12/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délais et durée d'application
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Le programme de suivi des odeurs est mis en place pour une durée minimale de 2 ans. À l'issue de cette période de 2 ans, un bilan du programme de suivi comportant une étude de dispersion actualisée basée sur les niveaux d'émission olfactive des sources du site, ainsi qu'un bilan de l'évolution des plaintes sera transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>En fonction de ce bilan, le programme de suivi pourra être poursuivi ou non, après avis du CODERST.</p> <p><b>Constats :</b> Transmission le 11 mai 2023 d'une étude de dispersion des odeurs actualisée (ONFR SARI22G) du fonctionnement intégrant les trois établissements : SARVAL-QUEST, ALVA, VALDIS suite à l'achèvement des travaux opérés sur VALDIS (Mise en service du stockage de digestat étanche C10Bis...), conformément aux dispositions de cet article.</p> <p>Le bilan du programme de suivi des odeurs communiqué est incomplet et ne répond que partiellement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 3/12/2020. L'étude de dispersion actualisée est notamment réalisée sur la base des mesures d'odeurs conduites le 13/10/2022, antérieure aux réparations sur le bassin tampon de la STEP. L'analyse des données est insuffisante, compte tenu de la présentation individuelle des impacts de chacun des établissements (arrêté préfectoral d'autorisation commun aux deux établissements sur le même site en raison de la connexité des deux activités sur le même site).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 6 : ODEURS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Normes à respecter – Etude de dispersion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Étude de dispersion : A partir des rejets de chacune des sources exprimées en débit d'odeur aux conditions normales olfactométriques l'exploitant s'assure sur la base d'une étude de dispersion que la concentration d'odeur, calculée dans un rayon de 3 Km par rapport aux limites de propriété de l'installation ne dépasse 5 UOE/m<sup>3</sup> plus de 175 heures /an</p> <p>La fréquence de dépassement prend en compte les éventuelles durées d'indisponibilité des installations de traitement des composés odorants.</p> <p>Cette étude de dispersion est réalisée par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.</p> <p>Le mode de calcul utilisé pour l'étude de dispersion doit prendre en compte les conditions aérauliques et thermiques des rejets, ainsi que les conditions locales de dispersion, topographiques et météorologiques.</p> <p>La liste des sources caractérisées et quantifiées et le choix du modèle de dispersion sont justifiées par l'exploitant. Les méthodologies mises en œuvre sont décrites.</p> <p>A défaut de la réalisation d'une étude de dispersion, la concentration d'odeur à retenir, quelle que soit la hauteur d'émission, ne doit pas dépasser 1000 uoE/m<sup>3</sup> par source.</p> <p>En cas de plaintes pour gêne olfactive, le Préfet peut imposer, en complément des mesures prévues au chapitre 4.1 la mise à jour de l'étude de dispersion à l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude de dispersion communiquée à la DDPP en mai 2023 n'est pas satisfaisante en l'état et incomplète en plusieurs points.</p> <p>Notamment, l'étude ne prend pas en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la confirmation de l'absence de captage de l'air sur certaines zones dans l'établissement ;</li> <li>- l'évaluation de l'impact cumulé de l'activité SARVAL OUEST et ALVA (même arrêté préfectoral) ;</li> <li>- les éventuelles émissions diffuses non canalisées (gaz chauds et froids) sur les deux établissements.</li> </ul> <p>Suite à la recrudescence des plaintes olfactives des riverains survenues au cours de la période estivale 2023, une nouvelle étude de dispersion commune aux 3 établissements (SARVAL OUEST, ALVA et VALDIS) est à produire prenant en compte les éléments manquants dans la précédente étude de dispersion.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois





**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination,  
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n°**

**VU** les livres I et V du code de l'environnement de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7 et 8, L. 172-1, L. 511-1 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 février 2003 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2730 (traitement des cadavres, des déchets ou des sous-produits d'origine animale à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature) ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16/11/2017 encadrant l'autorisation d'exploiter des ateliers de traitement de sous-produits animaux délivrée aux sociétés SARVAL OUEST et ALVA sur le territoire de la commune d'Issé, relevant de la rubrique 2730 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 03/12/2020 prescrivant une étude de suivi de gêne olfactive des sociétés SARVAL-OUEST, ALVA et VALDIS (Groupe SARIA) à ISSE

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 juillet 2023 ;

**VU** le courrier en date du 4 août 2023 et le rapport d'inspection des installations classées en date du 25 juillet 2023 transmis à la société ALVA par courrier contradictoire conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, accompagné du projet de mise en demeure ;

[**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du [précisez la date]  
**OU**

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral 16/11/2017 autorisant les activités de la société SARVAL-OUEST et ALVA prévoit à chapitre 4-1 que : *« Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.*



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination,  
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

*En particulier, toutes les précautions nécessaires sont prises vis-à-vis des ventilations des ateliers, du stockage des déchets, des ouvrages de traitement des eaux résiduaires industrielles de l'établissement. » ;*

**CONSIDÉRANT** qu'afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance ;

**CONSIDÉRANT** que les éléments présentés par l'étude de dispersion ONFRSARI23B validée le 10 mai 2023 commune aux trois établissements SARVAL OUEST ALVA et VALDIS ne permet pas d'apprécier la prise en compte des sources odorantes diffuses constatées lors de l'inspection ;

**CONSIDÉRANT** le bilan de performance du traitement des odeurs établie par Odournet pour ALVA en date du 08/11/2022 (ONFRSARI22J) ;

**CONSIDÉRANT** qu'un bilan de suivi des émissions olfactives réalisé depuis 2 ans doit être déposé afin de connaître l'évolution des plaintes (odorantes), la recherche des causes de nuisances mises en œuvre auprès des riverains par l'exploitant, le déploiement des mesures correctives réalisées complété par la transmission d'une nouvelle étude de dispersion des nuisances odorantes actualisée sur chacun des sites selon les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 03/12/2020 ;

**CONSIDÉRANT** que ces odeurs peuvent avoir un impact sur la santé des riverains ;

**CONSIDÉRANT** le nombre anormalement important de plaintes transmises par les riverains du site depuis le début de juin 2023 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas de plaintes pour gêne olfactive, le Préfet peut imposer, en complément des mesures prévues au chapitre 4.1 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2017 la mise à jour de l'étude de dispersion à l'exploitant.

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société ALVA sise « La grand'lande' 44520 ISSE, dont le siège social est situé sur la commune de REZE (44400) est mise en demeure, **dans un délai d'un mois à compter de la date de signature du présent arrêté**, de transmettre un diagnostic actualisé annexé par un échéancier de travaux sur la gestion des sources de pollutions olfactives diffuses (froid et chaud) en provenance de ses installations.



# PRÉFET DE LA LOIRE- ATLANTIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction de la Coordination,  
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial

**Article 2 :** La société ALVA est mise en demeure, **dans un délai d'un mois à compter de la date de signature du présent arrêté**, de transmettre un rapport à connaissance permettant d'actualiser le fonctionnement de l'aspirateur d'air, la conduite de l'autosurveillance de cet équipement l'actualisation des produits dangereux sur le site: rubrique 4510 (stockage d'acide sulfurique) ;

**Article 3 :** La société ALVA est mise en demeure dans un délai de deux mois à compter de la date de signature du présent arrêté, de transmettre un bilan du programme de suivi des nuisances de gênes olfactives commun aux trois établissements (SARVAL-OUEST, ALVA, VALDIS) conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 03/12/2020 afin d'illustrer :

- la collecte des données des gênes olfactives et l'évaluation du suivi des actions de terrain réalisé auprès des tiers ;
- le bilan des actions correctives mises en oeuvre ;
- l'évolution des plaintes en fonction des établissements ;
- le maintien du dispositif, assortie de propositions d'améliorations.

**Article 4 :** La société ALVA est mise en demeure, **dans un délai de deux mois après la signature de l'arrêté préfectoral** de communiquer une étude de dispersion des émissions odorantes actualisée par de nouvelles mesures d'émission des rejets gazeux (document commune aux 3 établissements):

Cette étude de dispersion précisera :

- l'actualisation des dispositifs mis en œuvre pour le captage de l'air ambiant dans les zones de production et des gaz du processus émanant du fonctionnement de ses installations ;
- l'évaluation de l'impact cumulé des activités de SARVAL-OUEST et d'ALVA (même arrêté préfectoral) et VALDIS dans la zone de 3 km autour de l'établissement ;
- la prise en compte des impacts éventuels provenant des émissions diffuses (gaz froids et gaz chauds) non canalisées sur l'établissement.

**Article 5 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 6: Délais et voies de recours**

En application de l'article L221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes 6 allée l'Île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex peut être saisi d'un

Tél : 02.40.41.20.20

Méi : [prefecture@loire-atlantique.gouv.fr](mailto:prefecture@loire-atlantique.gouv.fr)

6, QUAI CEINERAY – BP33515 – 44035 NANTES CEDEX 1



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination,  
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

recours de plein contentieux dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7 : Publicité – Exécution**

Le présent arrêté sera notifié à la société ALVA dont le siège social est situé à REZE et sera publié sur le site internet des installations classées

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>, ainsi que sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant deux mois ;

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, la maire de REZE et le Directeur Départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le

**Le PRÉFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général**